PUBLICATIONS
DU
GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES
(Adhérent à l'Agglomération Parisienne du Parti Ouvrier Français)
Siège social : *36, Rue de la Montagne-Sainte-Geneviève*

N° d'Ordre 64
1841

LA QUESTION AGRAIRE EN BELGIQUE

PAR

ÉMILE VANDERVELDE

Prix : 20 centimes.

PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, Rue Soufflot, 16

1897

GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES

(Adhérent à l'Agglomération Parisienne du Parti Ouvrier Français)

Siège social : 36, *rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.*

Publications parues :

N° 1. **Jean Jaurès et Paul Lafargue.** — L'Idéalisme et le Matérialisme dans la conception de l'Histoire (*Epuisé*) . . . . 0 fr. 40

N° 2. **Gabriel Deville.** — L'État et le Socialisme . 0 fr. 25

N° 3. **Georges Plekhanoff.** — Arnachisme et Socialisme . . . . 0 fr. 20

N° 4. **Émile Vandervelde**. — La Question agraire en Belgique . . . . 0 fr. 20

Pour paraître incessamment :

N° 5. **Jean Jaurès.** — La Théorie marxiste de la Valeur.

Principales Conférences organisées par le Groupe au Quartier Latin :

Jean Jaurès. — Le Matérialisme économique.

E. Vandervelde. — Le mouvement socialiste en Belgique.

Jean Jaurès. — L'Idéalisme de l'Histoire.

Paul Lafargue. — L'idéalisme et le Matérialisme dans la conception de l'Histoire (*Réponse à Jean Jaurès*).

Gabriel Deville. — L'État et le Socialisme.

Marcel Sembat. — Herbert Spencer et la Méthode Sociologique.

A. Millerand. — L'Évolution Socialiste.

E. Vandervelde. — La Question agraire en Belgique.

Jean Jaurès. — La Théorie marxiste de la Valeur.

Prochainement :

Conférence du citoyen **Jules Guesde**.

LA QUESTION AGRAIRE

EN BELGIQUE

Beaugency, Imp. J. Laffray.

1281656

PUBLICATIONS
DU
GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES
(Adhérent à l'Agglomération Parisienne du Parti Ouvrier Français)
Siège social : *36, Rue de la Montagne-Sainte-Geneviève*

LA QUESTION AGRAIRE EN BELGIQUE

PAR

ÉMILE VANDERVELDE

Prix : 20 centimes.

PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, Rue Soufflot, 16

1897

LA QUESTION AGRAIRE

EN BELGIQUE

Au printemps dernier, un des membres du gouvernement belge, M. A. Nyssens, se trouvant de passage à Paris, assistait à un banquet d'économistes. Au dessert, naturellement, on parla des progrès du socialisme — c'est le *Mane, Thecel, Pharès*, des banquets bourgeois — et d'aucuns manifestèrent des craintes à l'endroit de la Belgique. Notre ministre s'efforça de les dissiper, et démontra fort doctement que le socialisme, incapable de faire des recrues en dehors de la classe industrielle, était arrivé à son apogée dans notre pays; désormais, il ne pourrait que décroître, et jamais, au grand jamais, il ne pénétrerait dans les campagnes.

---

(1) Conférence faite à l'Hôtel des Sociétés savantes le 14 décembre 1896, sous la présidence de M. Jean Jaurès, organisée par le *Groupe des Étudiants collectivistes*.

Les élections législatives, qui eurent lieu trois mois après, ont montré ce que valaient ces prédictions. Quelques milliers de voix déplacées, et, malgré le vote plural, c'en était fait de la majorité conservatrice (1) : le nombre de nos députés doublait, comme a doublé le nombre de nos suffrages. Il a fallu que toutes les forces de la bourgeoisie se coalisent, pour nous barrer le chemin. La marée socialiste, débordant les bassins houillers, s'est répandue dans les campagnes de la Wallonie et, suivant la ligne de moindre résistance, elle s'est avancée, le long des voies ferrées et des voies navigables, jusque dans les Flandres et les Ardennes. Bref, les arrondissements considérés comme agricoles, tels que Nivelles, Dinant, Philippeville, Thuin, d'autres encore, ont apporté des milliers de suffrages aux candidats du parti ouvrier.

Néanmoins, il ne faudrait pas conclure de ces résul-

---

(1) Il eut suffi pour cela que, dans les scrutins de ballottage, les socialistes l'emportent dans les arrondissements de Nivelles, où ils ont été battus à 200 voix de majorité sur 60,000 suffrages, et à Philippeville, où il ne leur a manqué qu'une centaine de voix sur 24,000. — Les socialistes alliés aux radicaux à Bruxelles, où ils ont obtenu une moyenne de 95,000 voix contre 105,000 et les libéraux-radicaux à Anvers où ils n'ont été battus qu'à 9,000 voix sur 110,000 suffrages. La Chambre nouvelle eût été composée, dans cette hypothèse, de 44 socialistes, 27 radicaux, 6 libéraux, et 75 catholiques. Au lieu de cela, elle se compose actuellement de 29 socialistes, 11 radicaux, 1 libéral, et 111 catholiques.

tats que, dès à présent, le socialisme agraire soit très puissant en Belgique : beaucoup d'électeurs qui habitent la campagne ne sont pas des paysans, et beaucoup de paysans qui votent pour nous, comme parti d'opposition, ne peuvent être considérés comme de véritables socialistes.

§ 1. — *Les infiltrations industrielles.*

Beaucoup d'habitants de la campagne ne sont pas des paysans.

En effet, de tous les pays du continent, la Belgique est, de loin, le plus industrialisé (1). Tandis qu'en France, près de la moitié de la population se compose

---

(1) Schaeffle, *Deutsche Kern-und Zeitfragen*. Berlin, 1895, p. 192.

Sur 100 personnes occupées, il y a :

67.2	Agriculteurs en	Hongrie.
62.6	—	Italie.
59.8	—	Autriche.
47.3	—	États-Unis.
46.7	—	Allemagne.
46.3	—	France.
45.9	—	Suisse.
29.4	—	Belgique.

D'après Denis, *La Dépression économique et l'histoire des prix*. Bruxelles, 1895 :

41.1	Agriculteurs en	Irlande.
14.2	—	Écosse.
11.5	—	Angleterre et pays de Galles.

d'agriculteurs, chez nous, au contraire, la population agricole est inférieure à un tiers. Les cheminées de fabrique sont aussi nombreuses, dans nos campagnes, que les moulins à vent dans les *polders* de la Hollande. Autour du pays noir, au pays des pavés et des pierres de taille, les cultivateurs se mêlent aux carriers, aux marbriers, aux ouvriers des fours à chaux et des fabriques de phosphates. Ailleurs, dans les campagnes flamandes ou les vallées agrestes du Brabant Wallon, des industriels, en quête de main-d'œuvre à bon marché, désireux d'échapper à l'influence des syndicats ouvriers, ont établi des centaines d'usines, et se rattrapent sur les salaires de l'augmentation du prix des transports.

De plus il y a quantité de villages qui ne possèdent pas un seul établissement industriel, mais où habitent, néanmoins, un très grand nombre d'ouvriers de fabrique.

Dans le but de venir en aide aux chefs d'industrie en lutte contre les sociétés de résistance, tout en ayant l'air d'adopter une mesure démocratique, l'administration des chemins de fer a organisé des *trains ouvriers*, avec des tarifs d'abonnements réduits, qui transportent tous les jours, dans les villes et les centres industriels, des centaines d'ouvriers habitant la campagne. On espérait ainsi réduire les syndicats à l'impuissance, inonder le marché de forces de travail à vil prix, abaisser le *standard of life* de la population industrielle par la concurrence des ouvriers ruraux. Seulement, il est arrivé, et il devait nécessairement arriver,

que les armes qu'on dirigeait contre nous, se retournent — comme les flèches de Saint-Sébastien — contre nos adversaires. Les charbonniers flamands, qui font tous les jours jusqu'à deux heures de train pour aller travailler dans les mines du Borinage et du Centre, les maçons, les menuisiers, les plafonneurs, qui débarquent tous les matins à Bruxelles, n'ont pas tardé à se développer, au contact de leurs camarades. Ils ont acquis les mêmes besoins, manifestent les mêmes exigences et professent les mêmes opinions. Tous les soirs, dans les trains qui les emportent, on entend des chansons socialistes, et c'est à eux, en grande partie, qu'il faut attribuer nos progrès électoraux dans les arrondissements qu'ils habitent.

Il est évident que, dans ces conditions, socialisme à la campagne et socialisme agraire ne sont pas une seule et même chose. En effet, nous pourrions fort bien avoir la majorité dans certains villages, qui ne possèdent pas d'établissements industriels, sans avoir fait un seul adepte parmi les paysans et ce, grâce aux ouvriers qui ont conservé leur domicile d'origine.

Néanmoins, il est tout naturel que ces ouvriers — propriétaires, souvent, d'un lopin de terre et se trouvant en contact permanent avec les cultivateurs proprement dits — exercent une influence considérable sur les opinions des paysans qui les entourent. Et ce, d'autant plus que les régions où ces infiltrations industrielles se sont produites, sont en même temps celles où la culture intensive et les industries agricoles — distilleries, brasseries, fabriques de chicorée, raffine-

ries, etc., — rendent la population rurale plus accessible à la propagande socialiste.

Rien de plus caractéristique à ce point de vue que l'influence de l'industrie sucrière et de la culture des betteraves — le légume révolutionnaire par excellence. L'aire de dispersion de cette culture (d'après les cartes du dernier recensement agricole) correspond exactement aux arrondissements ruraux où le socialisme a pris le plus grand développement. Cela s'explique parfaitement, étant données des transformations profondes que la dite culture produit dans la mentalité et la situation matérielle de ceux qui s'y livrent (1).

D'abord « la betterave exige une main-d'œuvre plus considérable que les céréales ou la culture herbagère; les ouvriers ruraux constituent également, à eux seuls, le personnel des fabriques de sucre : celui-ci, composé d'un petit noyau d'ouvriers à l'année, est décuplé à l'époque de la fabrication et offre ainsi du travail aux ouvriers des champs, dont les travaux sont finis ». Il va sans dire que ce prolétariat mixte, mi-industriel, mi-agricole, épouse facilement les idées des ouvriers de fabrique proprement dits.

En outre, le contact continuel et obligé des exploitants agricoles avec les employés, ingénieurs, administrateurs des fabriques de sucre et avec les commer-

---

(1) V. sur ce point Jadoul, *La culture de la betterave à sucre et son rôle dans l'économie générale de l'agriculture.* — 3e Congrès international d'agriculture, I, p. 305.

çants d'engrais ou de matières premières alimentaires pour le bétail, le développement des moyens de communication, dont la culture de la betterave a causé la création par des transports si considérables vers les fabriques de sucre (charbon, coke, sucre, mélasse, betteraves, pulpes, etc.), favorisent le développement intellectuel de la population agricole et, en même temps, accentuent le caractère capitaliste de la culture. Les ouvriers des grandes fermes sont traités, et se comportent, comme des ouvriers industriels. Quant aux petits cultivateurs — propriétaires ou fermiers — ils sont entièrement sous la coupe des fabricants de sucre, qui leur imposent des contrats léonins, se réservent, fréquemment, le droit de fixer, *sans contrôle*, le poids et la tare des livraisons faites, en un mot, leur apprennent à connaître, par expérience personnelle, toutes les rigueurs de l'exploitation capitaliste.

Ces diverses circonstances, jointes aux causes générales qui tendent à la prolétarisation des paysans, créent, naturellement, un milieu favorable au développement du socialisme, parmi les ouvriers agricoles et les petits cultivateurs.

Est-ce à dire, cependant, que tous ces gens soient désormais à nous ; qu'il ait suffi, pour cela, d'un ou deux ans de propagande, nécessairement superficielle ? Ceux qui prendraient, à cet égard, leurs désirs pour des réalités, s'exposeraient, pour l'avenir, aux déceptions les plus amères. En réalité, s'il y a dans la Wallonie beaucoup de paysans qui votent pour les socialistes, parce qu'ils sont mécontents et que nous sommes

le principal parti d'opposition, cela ne veut pas dire qu'ils adhèrent à tout notre programme et qu'ils soient, dès à présent, acquis au socialisme collectiviste. Nous en sommes aux premiers défrichements. La culture intensive sera l'œuvre de demain.

§ 2. — *La répartition du sol.*

S'il convient de ne pas se faire d'illusion sur le développement actuel du socialisme agraire en Belgique, il ne paraît pas douteux, d'autre part, que ses progrès seront plus rapides que dans les autres pays du continent, parce que la transformation capitaliste de l'agriculture y est plus avancée, les charges hypothécaires plus lourdes, le divorce de la propriété et du travail plus complet.

Tandis qu'en Allemagne, la partie du territoire exploitée en location représente seulement 14.68 0/0, et en France, à peu près 20 0/0 de l'ensemble du domaine cultivé (1), en Belgique, sur 100 hectares de terre — abstraction faite des forêts et des terres incultes — il y en a 36 qui sont exploités en faire valoir direct et 64, presque les deux tiers, qui sont exploités par des fermiers (2).

Nous ne savons pas, tant les statistiques officielles

---

(1) Albert Schaeffle. *Deutsche Kern-und Zeitfragen*. Berlin, 1895, p. 193.

(2) *Recensement agricole*, 1880, I, p. XCIII.

sont imparfaites, à combien de propriétaires appartiennent les 1,200,000 hectares cultivés en location. Le recensement agricole nous renseigne sur le nombre des *exploitants ;* il ne nous apprend rien sur le nombre des *exploiteurs*. Or, petite culture ne veut nullement dire petite propriété. L'Irlande, par exemple, où 741 personnes (1.68 0/0 de l'ensemble des propriétaires) possèdent 46 0/0 du sol, est un pays de petite culture : les *landlords* trouvent intérêt à diviser leur domaine en un grand nombre de petites exploitations. Même phénomène dans nos Flandres : tel propriétaire — et nous en connaissons — possède la plus grande partie, voire même la totalité des terres d'un village; mais il les divise en plusieurs fermes, parce qu'il tire plus de rente de douze petits fermiers que d'un seul gros, qui saurait lui tenir la dragée haute.

Le nombre des fermiers est donc connu, mais les propriétaires sont enveloppés d'un impénétrable nuage; le Dieu-capital reste invisible, accroupi dans son tabernacle.

Une enquête qui mettrait ces choses au clair, serait du plus puissant intérêt, mais on peut être assuré que le gouvernement ne la fera pas : il y a des vérités qui ne sont pas bonnes à dire.

Tout au plus, pouvons-nous évaluer, avec une grossière approximation, la charge que l'état actuel des choses fait peser, directement sur les fermiers, indirectement sur tous les travailleurs agricoles. A raison de 107 francs l'hectare — moyenne fixée par le dernier recensement (1880) —, et en multipliant par le

nombre d'hectares donnés en location, on arrive, chiffres ronds, à 135 millions de francs annuellement. Seulement, on est en droit d'objecter que les fermages ont diminué depuis lors. C'est incontestable ; mais en prenant une moyenne de 100 francs à l'hectare, il reste une charge qui dépasse notablement cent millions, sans compter les intérêts des créances hypothécaires, qui peuvent être évaluées à plus de 35 millions.

Que ce prélèvement capitaliste, grossi de tous les frais d'entretien de l'État, soit la cause principale de la misère qui règne dans nos campagnes, c'est ce qui apparaît, clair comme le jour, quand on compare deux régions — l'Ardenne et la Flandre — dont la première conserve, à peu près intactes, les formes archaïques de la propriété, tandis que l'autre est presque complètement envahie par la propriété capitaliste.

Le tableau suivant montre, en effet, que le faire valoir direct recule et que le nombre des fermiers-locataires augmente, à mesure que l'on va du sud-est au nord-ouest de la Belgique :

Pour cent hectares :	En propriété	En location.
Luxembourg	65	35
Limbourg	58	42
Anvers	41	59
Liège	39	61
Namur	38	62
Hainaut	35	65
Brabant	29	71
Flandre orientale	26	74
Flandre occidentale	16	84
Le royaume	36	64

Cette réduction du faire valoir direct et ces progrès de l'appropriation capitaliste coïncident d'ailleurs avec le perfectionnement et l'intensification des cultures.

Nulle part, peut-être, — ainsi que l'a montré Emile de Laveleye — on ne saisit, mieux qu'en Belgique, les rapports de cause à effet qui existent entre la nature des terrains, les modes de culture et les formes de la propriété foncière.

Si l'on fait abstraction du Bas-Luxembourg et de la région des *polders*, qui occupent une portion fort restreinte du territoire, on retrouve dans les autres régions agricoles — Ardennes, Condroz, Hesbaye, Flandre et Campine — toute l'histoire de l'appropriation du sol dans notre pays.

1° Sur les hauts plateaux de l'Ardenne, terrains soulevés de l'époque primaire, couverts en grande partie de bois et de pâtis, la pratique de l'essartage est encore en vigueur : comme des mouchoirs perdus sur la montagne, on y voit, au printemps, les *sarts*, emblavés d'avoine, se détacher en vert pâle, sur les côtes couvertes de genêts et de bruyères. Une grande partie du sol appartient encore aux communes; le gros de la population se compose de petits propriétaires indépendants, produisant surtout des valeurs d'usage, et protégés contre la concurrence du dehors par l'insuffisance des moyens de communication.

En un mot, le régime Ardennais a conservé le caractère que présentait, à un moment donné, le pays tout entier; mais, à mesure que nous descendons des hautes fagnes vers les bords de la mer, cette situation se mo-

difie : les procédés de culture s'améliorent, les communaux disparaissent et l'on voit augmenter le nombre des propriétaires sans travail et des travailleurs sans propriété.

2° Dans la région Condrusienne — terrains de formation secondaire, entre l'Ardenne et les bassins houillers — l'essartage fait place aux jachères et à l'assolement triennal ; l'épeautre est la céréale dominante ; les communaux sont fortement réduits. Chaque village a son château ; la majeure partie des terres — divisées le plus souvent en grandes fermes — appartiennent à des hobereaux, qui perpétuent dans cette contrée les traditions féodales.

3° La Hesbaye, plus moderne et plus capitaliste, couvre de son argile grasse presque tout le territoire des provinces de Hainaut, du Brabant et de Liège. C'est la Beauce de la Belgique, le pays du froment et des fabriques de sucre. On y trouve encore beaucoup de grandes et de moyennes fermes. Néanmoins, le morcellement de la culture y a fait des progrès dans ces dernières années.

4° Enfin, dans les sables des Flandres — terrains de formation moderne — merveilleusement fertilisés par l'incessant travail de vingt générations, les procédés de culture atteignent leur maximum de variété et de perfection.

Du haut des clochers de la plaine flamande, la campagne tout entière s'étale, comme un tapis merveilleux, où se marient harmonieusement les corolles jaunes du colza, l'incarnat des trèfles, le bleu si doux

des fleurs de lin et les opulentes pétales violettes des pavots. C'est le jardin de la Belgique; suivant un vieux proverbe local, la bêche du paysan y a découvert des mines d'or. Seulement, nous avons vu que, dans la Flandre occidentale, quatre-vingt-quatre hectares sur cent n'appartiennent pas au fermier qui les cultive. La terre donne des fruits magnifiques, mais ceux qui les produisent n'en ont que la plus maigre part.

Sic vos, non vobis, mellificatis, apes.

En Ardenne, au contraire, où les procédés de culture sont encore si primitifs, la plus grande partie des terres — 85 0/0 — sont exploitées en faire valoir direct et chaque paysan peut prendre son bois, envoyer son porc à la glandée, sa vache à la paisson, dans la forêt communale. Il n'y a guère de riches, mais il n'y a pas de misérables. Nulle part, en Belgique, le budget de la bienfaisance n'est moins chargé, la proportion des secourus plus insignifiante. Les habitations, dans leur ceinture de fumier, sont sales et de triste apparence, mais il n'est pas de chaumière ardennaise, si pauvre qu'elle paraisse, où vous ne trouviez aux solives du plafond un jambon magnifique, nourriture quotidienne dn paysan; tandis que, dans la maison des fermiers flamands, proprette et fleurie, il n'y a généralement que du pain sec dans des bahuts, et du petit lait dans les écuelles.

Nous nous retrouvons en présence de cette antinomie redoutable qu'un économiste du commencement de ce

siècle caractérisait en disant que les pays riches sont ceux où la masse de la population est pauvre, les pays pauvres, ceux où la masse de la population se trouve dans une aisance relative. Le développement du paupérisme est en raison directe du développement de la propriété capitaliste, et, d'autre part, le développement de celle-ci — ou d'une autre forme, équivalente, ou supérieure, au point de vue de la productivité — est la condition nécessaire des progrès de la culture.

La propriété ardennaise, cultivée personnellement et isolément par le paysan-propriétaire, assure à ce dernier le produit intégral de son travail. Seulement, elle exige, pour se maintenir, un ensemble de conditions que le développement des moyens de communication fera nécessairement disparaître : quand toute cette région sera sillonnée par des chemins de fer vicinaux, la population deviendra plus dense, les communaux seront défrichés, partagés ou vendus, la production de valeurs d'usage fera place à la production de valeurs d'échange, la concurrence étrangère se fera sentir, et la propriété fondée sur le travail personnel devra être remplacée par d'autres formes d'appropriation.

Par contre, la propriété capitaliste, telle qu'elle existe dans la Hesbaye ou dans les Flandres, est incontestablement supérieure, au point de vue du rendement et de la perfection des procédés de culture, mais elle a pour conséquences fatales la paupérisation des travailleurs agricoles et la formation d'une classe de propriétaires parasites, dont la plupart ne mettent jamais les pieds dans leur domaine.

Ainsi donc, la propriété privée, fondée sur le travail personnel, est supérieure au point de vue de la justice, inférieure au point de vue de la production; la propriété capitaliste, fondée sur le travail d'autrui, est supérieure au point de vue de la production, inférieure au point de vue de la justice.

Pour résoudre cette antinomie, il faut — ainsi que César de Paepe l'a admirablement montré dans un rapport célèbre sur la propriété collective — procéder par synthèse, réaliser une forme d'appropriation qui soit aussi favorable, plus favorable même à la justice que la propriété paysanne, et aussi favorable, plus favorable même à la production agricole, que la propriété capitaliste. L'évolution capitaliste aboutit donc à la socialisation du sol, aussi bien que des autres moyens de production.

§ 3. — *Les difficultés de la propagande socialiste dans les campagnes.*

Théoriquement, rien de plus facile à justifier que ces conclusions collectivistes, surtout dans un pays où, comme nous venons de le voir, les deux tiers du sol sont cultivés par des fermiers locataires, tandis que le tiers restant est hypothéqué pour une grande partie de sa valeur; mais, pratiquement, il ne faut pas se dissimuler que la pénétration de ces idées dans nos campagnes se heurte à de multiples obstacles.

D'abord, et surtout, l'agriculture n'est pas encore suffisamment industrialisée; la pratique de l'associa-

tion — capitaliste ou coopérative — commence seulement à se répandre. Le morcellement des exploitations — 910,000, d'après le recensement de 1880, — l'isolement des producteurs, l'absence de relations fréquentes entre les travailleurs ruraux, produisent les mêmes effets, le même individualisme que le travail en chambre dans les villes : les ouvriers ne se sentent pas les coudes; les fermiers, au lieu de former des ligues pour l'abaissement des fermages, se disputent les terres, surtout les petites parcelles, avec acharnement; les petits propriétaires, alors même qu'ils sont ruinés, endettés, décapitalisés, transformés en mainmortables de leurs créanciers — comme le Courtecuisse des *Paysans* de Balzac — restent attachés obstinément à leur propriété-fantôme, ou plutôt à leur propriété-vampire.

Ajoutez à cela des obstacles plus immédiats, mais qui dérivent, en dernière analyse, de la même cause profonde : le misonéïsme des paysans, leur méfiance invétérée à l'égard de tout ce qui leur vient de la ville, le dualisme des langues — aux portes de Bruxelles commencent les *terræ incognitæ* de la campagne flamande — et, surtout dans les Flandres et dans la Campine, la question religieuse, les préjugés contre le socialisme, soigneusement entretenus par le clergé local.

A quelque temps des élections dernières, du haut de toutes les chaires de vérité du royaume, on tonnait contre les socialistes, destructeurs de la religion, de la propriété, et de la famille. Tel curé de campagne s'en allait chez un de ses paroissiens, armé de son para-

pluie et traçait des lignes dans les champs, pour montrer ce qu'on leur prendrait et ce qu'on leur laisserait, en cas de victoire socialiste. Quantité de bonnes gens étaient persuadés que ceux qui avaient deux vaches seraient contraints d'en donner une.

Néanmoins l'exagération de ces attaques nous est plutôt un avantage : les paysans, en effet, ne tardent guère à s'apercevoir que les socialistes n'ont pas le pied fourchu, qu'ils ne couchent pas avec douze femmes à la fois, comme Jean de Leyde, et que leurs expéditions de propagande n'ont pas pour but d'opérer des razzias de bestiaux.

A partir de ce moment, ils cessent de frapper nos propagandistes, et se risquent à les écouter, ou, tout ou moins à lire, en cachette, les brochures que des pelotons de cyclistes s'en vont distribuer, chaque dimanche, au sortir de la messe, dans les environs des grandes villes. Mais, si nos paysans commencent à écouter ou à lire, cela ne veut nullement dire qu'ils soient convaincus, ou près de l'être. Les idées germent lentement dans les cervelles rurales, aussi lentement que les semences de la terre. La moindre innovation les effraie; le plus mince perfectionnement technique met des années à s'introduire.

Les cultivateurs des environs de Braine-le-Comte, par exemple, se servaient jadis de fourches à trois dents, lourdes, incommodes, pénibles à manier. Un beau jour, l'un d'eux se décide à employer une fourche à quatre dents, de fabrication anglaise, incomparablement plus légère et plus maniable : les anciens

du village s'assemblent, délibèrent, et, finalement, sont unanimes à conclure en ces termes : « Peuh! elle a quatre dents; on a déjà assez de peine avec celles qui en ont trois! ». Il fallut plusieurs années pour les faire changer d'avis.

Que l'on juge, d'après cette résistance à accepter une machine nouvelle, ce qui doit en être lorsqu'il s'agit d'une conception sociale nouvelle, surtout si les avantages de cette conception leur sont vantés par des propagandistes inconnus, par des orateurs venus de la ville.

Jusqu'à présent, en effet, nous avons beaucoup de propagandistes *à* la campagne, mais à peine une poignée de propagandistes *de* la campagne. Or, tant que les idées socialistes y seront prêchées par des citadins, connaissant imparfaitement les besoins des habitants, la manière de vivre des paysans, leur action sera nécessairement superficielle. Souvent même, ils feront plus de mal que de bien, faute de connaître le premier mot des questions dont ils parlent. Un fermier de nos amis me racontait dernièrement avoir entendu, dans un meeting, un orateur Bruxellois reprocher au gouvernement les droits d'entrée sur la margarine « cette matière première indispensable pour faire du beurre. »

Le parti ouvrier belge compte cependant quelques hommes, trop peu nombreux malheureusement, qui vivent, ou ont vécu, de la vie des campagnes, et joignent à leurs connaissances pratiques une information exacte des théories socialistes.

Leur influence est encore limitée, mais nous avons

la conviction qu'elle ne tardera pas à s'étendre, car il se produit, en ce moment, dans les masses rurales, une véritable révolution intellectuelle, lente, parce qu'elle est profonde, irrésistible, parce qu'elle trouve sa cause dans le développement même du régime capitaliste.

§ 4. — *Les transformations de la propriété et de la culture.*

Les statistiques agricoles, déjà anciennes d'ailleurs, puisque le dernier recensement date de seize ans, ne nous apprennent pas grand chose sur ces transformations. Chose étrange au premier abord, depuis un demi-siècle, depuis l'invasion des blés de l'Inde, d'Amérique et de Russie, plus terribles pour les paysans que les Cosaques, le choléra du Gange ou les cyclones de l'Atlantique, les commentateurs des documents officiels constatent, avec une satisfaction dithyrambique, 1° *que le nombre des petits propriétaires s'accroît* et 2° *que l'étendue des terres exploitées en location a plutôt diminué qu'augmenté.*

En effet, pour autant qu'il soit possible de se fier à des statistiques qui, de l'aveu du gouvernement lui-même, fourmillent de contradictions et d'erreurs, le nombre des propriétaires, pour la totalité ou pour plus de la moitié, s'est élevé de 201,226, en 1846, à 293,524, en 1880; mais, en même temps, et dans des proportions plus fortes, le nombre des locataires, pour la totalité ou pour plus de la moitié, a passé de 371,320, en 1846, à 616,872, en 1880.

Cette augmentation considérable porte principalement sur les toutes petites propriétés, de moins d'un hectare. Les grands domaines féodaux, dirigés par leur propriétaire ou son chargé d'affaires, tendent à disparaître; la culture se morcelle; le nombre des « mouchoirs de poche » cultivés, en propriété ou en location, par des ouvriers industriels ou agricoles, augmente; mais, néanmoins, d'après les mêmes statistiques, la proportion entre le faire valoir direct et la location, reste à peu près invariable.

Si l'on porte la comparaison, exclusivement, sur les terres cultivées, abstraction faite des bois et des terres incultes, on constate qu'en 1846, il y avait 613,575 hectares cultivés par les propriétaires ; 1,179,583 hectares par les locataires. — En 1880, il y a 713,039 hectares en faire valoir direct; 1,270,512 hectares en location. Ainsi donc les exploitations par locataires qui représentaient 65 0/0 de l'ensemble en 1846, en représentent 64 0/0, en 1880.

Il semble, par conséquent, à première vue, que la situation n'ait guère changé et que la loi de concentration capitaliste ne s'applique pas à l'agriculture belge.

Or, malgré ces apparences, plutôt favorables à la petite propriété, il n'est pas un instant douteux que, de plus en plus, la terre échappe à celui qui la cultive. L'expropriation des paysans continue; ce sont les modes d'expropriation qui ont changé : l'hypothèque, forme d'expropriation perfectionnée, remplace les procédés plus brutaux, qui avaient cours antérieurement.

Sous l'ancien régime, tout d'abord, les expulsions de tenanciers, les mainmises sur les communaux — *clearings of commons, bills of enclosure* — et, plus tard, quand ces contestations entre les anciens manants et seigneurs reviennent devant les tribunaux modernes, la consécration des droits du plus fort, par la confusion entre la propriété politique des seigneurs tréfonciers et la propriété civile de notre droit moderne.

Pendant la période révolutionnaire, on achète, au lieu de prendre; mais on achète à vil prix, et quantité de fortunes bourgeoises, surtout dans nos villes flamandes, ont pour origine l'acquisition de *biens noirs*, ayant appartenu à des communautés religieuses.

Aujourd'hui — et surtout depuis la crise — on ne tient nullement à acheter des terres, qui ne rapportent pas grand chose; mais, lorsqu'un paysan se trouve embarrassé, les sociétés de crédit foncier, les notaires, les marchands d'engrais et les usuriers proprement dits, lui prêtent de l'argent, moyennant des garanties réelles, et, au lieu de toucher 2 ou 3 0/0 de fermages, encaissent 4, 5 ou 6 0/0 d'intérêts.

C'est pareil état de choses qui faisait dire à J.-B. Say, dès 1832, dans son *Cours d'Économie politique pratique* :

« Un propriétaire dans ce cas gagne moins que s'il vendait sa terre et se faisait fermier; car, s'il était fermier, il ne paierait en fermage que la valeur du service que la terre est capable de rendre. C'est, à différents degrés, la situation où se trouvent tous les propriétaires obérés. Il est vrai que de cette manière

ils sont assurés d'avoir un bien à cultiver et de jouir des améliorations, s'ils réussissent à en opérer; et, lorsqu'ils sont intelligents et actifs, ils peuvent regagner par leur industrie ce qu'ils perdent en intérêts.

« S'ils ne savent pas améliorer, le meilleur parti qu'ils aient à prendre est de vendre leurs terres, ou des portions de leurs terres, et d'acquitter leurs dettes. Mais, bien souvent, la sotte vanité de paraître propriétaire foncier lorsque, dans la réalité, on ne l'est pas; ou bien le désir de conserver un crédit qu'on ne mérite guère, et de continuer à faire une dépense qui ne peut être soutenue qu'en contractant de nouvelles dettes; d'autres motifs, encore, empêchent beaucoup de propriétaires fonciers de libérer leur héritage. Il y a peu d'années, qu'en France, le fondateur d'une caisse hypothécaire, destinée à faire des avances aux propriétaires fonciers, fit des recherches dans les justices de paix et aux bureaux des hypothèques, pour connaître les noms de ceux qui se trouvaient grevés de dettes. Il assure qu'ils étaient dans la proportion de 60 0/0. »

Que le même phénomène se soit produit en Belgique, avec une intensité plus grande encore, c'est ce que personne ne conteste. L'un des députés conservateurs de l'arrondissement de Nivelles, me disait dernièrement que, dans sa région, 70 0/0 des terres étaient grevées d'hypothèques. D'après M. Hector Denis, cette situation s'aggrave, d'année en année : « La dette rurale, dit-il, était évaluée à 400 millions en 1850, à 560 en 1878; je la porte à 785 en 1885, et à 861 en 1892. Le rapport

des charges à la valeur du sol, qui était de 6,6 0/0 en 1850, de 5 0/0 en 1878, atteint, d'après cela, 8,3 0/0 en 1885. A 4 0/0 d'intérêts, la charge du sol s'est élevée de 22,400,000 francs en 1878, à 34,440,000 francs en 1892. Une partie du revenu foncier s'est convertie en intérêt du capital, et la terre a été, dans une plus large mesure, soumise à la classe des capitalistes » (1).

Cette transformation, d'ailleurs, n'a pas un caractère accidentel, spécial à notre pays. Partout, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Il suffit de lire le chapitre que Schaeffle consacre à cette question, dans son dernier ouvrage, pour s'en convaincre (2); mais, nulle part, peut-être, ce phénomène ne se produit avec autant d'intensité qu'en Belgique.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner que, récemment, dans le *Bulletin officiel de l'Agriculture* (3), on ait pu lire ces graves paroles :

« Il nous paraît intéressant de reproduire les idées que professait déjà, en 1879, notre inspecteur général, M. Proost :

« Bon gré, mal gré, il faut que l'agriculture, suivant la même voie que l'industrie, recoure à l'instruction professionnelle, à l'association, à la centralisation, au crédit, à la division du travail.

---

(1) H. Denis, *La Dépression économique et sociale, et l'Histoire des prix*. Bruxelles, 1895, p. 352.

(2) Schaeffle, *loc. cit.*, S. 195.

(3) *Bulletin de l'Agriculture*, 1896, t. XII, p. 88.

« Association pour l'enseignement.

« Association pour le travail et le crédit.

« Ainsi sera résolu pacifiquement le problème de la lutte entre la grande et la petite culture. Ou l'agriculture deviendra une industrie comme une autre, soumise aux mêmes conditions organiques, scientifiques, financières ou commerciales; ou elle cessera d'exister en Europe. »

Ainsi donc, de l'aveu même du gouvernement et de ses principaux fonctionnaires, l'agriculture en Europe, et spécialement en Belgique, doit, sous peine de mort, devenir une industrie comme une autre, substituer le machinisme au travail manuel, la production collective à la production isolée; en un mot, subir des transformations radicales et profondes.

Or, depuis quelques années, et surtout dans ces derniers temps, ces transformations ont commencé à se produire dans nos campagnes, sous la pression des circonstances et, dans une certaine mesure aussi, grâce aux efforts des pouvoirs publics. Les paysans s'arrachent à leur torpeur, sortent de leur isolement, se prennent à solidariser leurs efforts. Des associations de cultivateurs (Boerenbonden) se constituent dans tous les villages, et les coopératives agricoles poussent comme des champignons.

Ce mouvement, il est vrai, a été créé, non par les socialistes, mais contre les socialistes. Pendant quelque temps sans doute, il entravera notre propagande au lieu de la favoriser. Néanmoins, ce qui est un obstacle pour le présent, nous deviendra un moyen dans

l'avenir et le socialisme, en dernière analyse, ne peut que se féliciter des progrès de l'esprit d'association dans les milieux agricoles.

La Ligue des paysans (*Boerenbond*), dont le siège social est à Louvain, a été fondée en 1889, et comptait en 1895, 207 sociétés affiliées, avec un effectif de dix mille membres environ, dont neuf mille dans la partie flamande du pays. Depuis leur nombre a considérablement augmenté : rien que dans la Flandre Orientale, on compte actuellement 190 Gildes. Ces Gildes, calquées sur les *Bauernvereine* allemands, offrent beaucoup d'analogies avec les syndicats agricoles français. Elles ont pour but d'étudier les mesures favorables à l'agriculture, de développer l'organisation coopérative de la classe rurale, d'acheter en commun des semences, des engrais, des aliments pour le bétail, d'organiser l'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, de créer des institutions de crédit, etc.

Il n'est pas douteux que ces Boerenbonden aient puissamment contribué à répandre les principes coopératifs parmi les paysans.

Au lieu des procédés techniques défectueux que l'on employait, jusque dans ces dernières années, pour la fabrication du beurre, on recourt aujourd'hui à des modes de production qui vont toujours en se perfectionnant.

C'est ce que constatait M. Colard Bovy, dans un rapport présenté au Congrès internationnal d'agriculture, de 1895 :

Les petites coopératives, insuffisamment outillées et

mal dirigées reculent, de plus en plus, devant les grandes « qui peuvent travailler au plus bas prix, et dans les meilleures conditions, de grandes quantités de lait, et livrer des produits d'une uniformité constante. Les avantages atteignent leur maximum, quand c'est un bon ingénieur agricole qui dirige l'exploitation.

« Une vingtaine de grandes usines coopératives, montées au capital de 25,000 à 55,000 francs, et travaillant de 3,000 à 10,000 kilogrammes de lait par jour, existent dans le pays, notamment dans les Flandres, le Hainaut, la province d'Anvers, le Brabant et la province de Liège, où la première laiterie de ce genre fut installée, en 1889, par M. Lohest.

« A côté de ces grandes laiteries coopératives, nous trouvons, dans les Flandres, la province d'Anvers et de Namur, une trentaine de laiteries industrielles, dues, pour la plupart, à l'initiative de grands propriétaires. Ici le lait n'est plus traité en commun, aux frais de tous les associés, mais travaillé au profit du propriétaire de la laiterie qui achète le lait.

« Cette forme industrielle n'a guère réussi dans les pays du Nord; presque partout les laiteries de ce genre ont disparu pour faire place aux sociétés coopératives.

« La principale cause d'insuccès des laiteries industrielles réside dans la composition très variable de la matière première : le lait. Le fournisseur ne résiste pas toujours à la tentation de l'additionner d'eau. Souvent même, voulant se réserver tout le bénéfice que le fabricant ferait sur les produits, il refuse de livrer

la matière première indispensable à la bonne marche de l'établissement.

« Tandis que, dans les associations coopératives, chacun étant directement intéressé à la prospérité de l'entreprise, aura à cœur de n'apporter à la laiterie qu'un lait pur, entier, soigneusement recueilli. »

Les circonstannces qui favorisent le développement de la coopération dans l'industrie laitière, existent au même degré, dans d'autres industries — l'industrie sucrière par exemple — qui plongent directement leurs racines dans la production agricole; mais, ici, des difficultés sont plus grandes, des capitaux exigés plus considérables, les risques de l'entreprise plus étendus.

Néanmoins, il est intéressant de signaler — comme un type d'association qui se multipliera peut-être beaucoup dans un prochain avenir — la sucrerie coopérative fondée, l'année dernière, par 450 cultivateurs d'Anvaing, gros village agricole du Tournaisis. Ils avaient, auparavant constitué un syndicat pour effectuer la vente des betteraves dans des conditions moins onéreuses, moins draconiennes que celles dont nous avons parlé précédemment; immédiatement, tous les fabricants de sucre s'entendirent pour les boycotter impitoyablement et refusèrent d'acheter des betteraves à tous les membres du syndicat. C'est alors que ces derniers se décidèrent à fonder une fabrique coopérative, qui a pris, dès le début, une grande extension.

En somme donc, si le socialisme n'a pas encore très profondément pénétré la population rurale proprement

dite, les centres agricoles, de plus en plus rares d'ailleurs, où les paysans ne se mêlent que peu, ou point, avec les ouvriers industriels, il n'est pas douteux, d'autre part, que des signes de réveil se manifestent dans nos campagnes, et que l'irrésistible action du développement technique et capitaliste de l'agriculture y déterminera, dans un avenir prochain, des transformations intellectuelles et morales, éminement favorables au développement de l'idée socialiste.

Le capitalisme tentaculaire pénètre toujours plus avant, confondant, dans une même étreinte, cultivateurs et artisans, ouvriers industriels et agricoles. Les deux prolétariats, trop longtemps divisés, par des antagonismes savamment entretenus par la classe dominante, commencent à mieux se connaître, à saisir la communauté des intérêts fondamentaux qui les unissent, et, le jour où le développement des moyens de transport, des voies de communication, de la propagande par la presse et par la parole, auront levé les derniers obstacles, dissipé les derniers préjugés qui les séparent, ils opèreront leur jonction, qui doit assurer la victoire définitive du socialisme.

Le socialisme fera, dans tous les pays, sa concentration contre la concentration du capitalisme, jusqu'à ce que la Justice, suivant l'expression du Tragique grec, étende son règne aussi loin que « la voûte des cieux ».

Vient de paraître :

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE

I

PRINCIPES SOCIALISTES

PAR

GABRIEL DEVILLE

1 volume in-18. . . . . 3 fr. 50

Vient de paraître :

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE

II

MISÈRE DE LA PHILOSOPHIE

RÉPONSE A LA PHILOSOPHIE DE LA MISÈRE DE PROUDHON

PAR

KARL MARX

1 volume in-18. . . . . 3 fr. 50

Vient de paraître :

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE

III

ESSAIS

SUR LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE

PAR

ANTONIO LABRIOLA

Professeur à l'Université de Rome.

1 volume in-18. . . . . 3 fr. 50

V. GIARD & E. BRIÈRE, LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, rue Soufflot, PARIS.

LE DEVENIR SOCIAL

Revue Internationale d'Économie, d'Histoire et de Philosophie

Paraît tous les mois en un fasc. gr. in-8° de 96 pages

ABONNEMENT ANNUEL : France, 18 fr. — Union postale, 20 fr.

1re année (1895), prix : 13 fr. 50. — 2e année (1896), prix : 18 fr.

PRIX RÉDUIT : **10 FR.** POUR LES GROUPEMENTS POLITIQUES & SYNDICATS PROFESSIONNELS DE FRANCE.

Principaux articles parus dans la Revue *en* 1895 *et* 1896 :

Edward Aveling. Les sans-travail en Angleterre. — **Bernard Lazare.** Histoire des doctrines révolutionnaires. — **Ch. Bonnier.** La morale bourgeoise, la religion, la famille. — **Benedetto Croce.** Les théories historiques de M. Loria. — **J. David.** L'idéalisme de M. Brunetière. — **Gabriel Deville.** Historique du 1er mai. — **Frédéric Engels.** Complément et supplément au IIIe livre du Capital. — **Ed. Fortin.** La grande Industrie. — **L. Héritier.** La question du fédéralisme et du particularisme cantonal en Suisse. — **K. Kautsky.** Le socialisme et les carrières libérales. — **Maxime Kowalewsky.** Coup d'œil sur l'évolution du régime économique. — **Paul Lafargue.** Campanella. — **Antonio Labriola.** La théorie des facteurs historiques et la conception matérialiste de l'histoire. — **P. Lavroff.** Le Progrès : théorie et pratique. — **K. Marx.** Critique de la philosophie du droit de Hegel. — **G. Platon.** Le socialisme en Grèce. — **G. Plekhanoff.** Augustin Thierry et la conception matérialiste de l'histoire. — **Revelin.** Le transformisme social. — **G. Salvioli.** Le latifundium silicien et son mode d'exploitation. — **Conrad Schmidt.** Le IIIe volume du Capital de Marx. — **Fl. Serrurier.** Étude locale sur la formation primitive de la corporation au Moyen-Age. — **G. Sorel.** — La science et l'éducation. — **A. Tortori.** Socialisme et droit privé. — **E. Vandervelde.** — La loi belge du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier. — **F. Virgilii.** État actuel de la législation ouvrière en Italie. — **A. Zerboglio.** La lutte des classes dans la législation pénale.

Revue Internationale de Sociologie, paraissant tous les mois en un fascicule gr. in-8° de 80 pages. — Abonnement annuel : France : 18 fr., Union postale : 20 fr. — La 1re année (1893), 10 fr. — Les 2e, 3e et 4e années (1894.1895.1896), chaque année, 18 fr.

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE INTERNATIONALE

I Worms (R). **Organisme et Société,** 1 vol. in-8 broché 6 fr.; relié 8 fr.
II Lilienfeld (P. de). **La Pathologie sociale,** 1 vol. in-8 broc. 6 fr. relié. . . . . 8 fr.
III Nitti (F.S.). **La Population et le système social,** 1 vol in-8 broché 5 fr.; relié. . . . . 7 fr
IV Posada (Ad.). **Théories modernes sur l'origine de la famille, de la Société et de l'Etat,** 1 vol. in 8 broché, 4 fr.: relié . . . . 6 fr.
V Balicki (S.). **L'Etat comme organisation coercitive de la Société politique,** 1 vol. in-8 broché 4 fr. relié. . . . . 6 fr.
VI Novicow (G.). **Conscience et volonté sociale,** 1 vol. in-8 broché 6 fr.; relié. . . . . 8 fr.
VII Giddings (F.H.). **Principes de Sociologie,** 1 vol. in 8 broché 6 fr.; relié. . . . . 8 fr.
VIII Loria (A.). **Problèmes sociaux contemporains,** 1 vol. in-8 broché 4 fr.; relié. . . . . 6 fr.
IX-X Vignes (M.). **La Science sociale** d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs, 2 vol. in-8 br. 16 fr., rel. 20 fr.

Annales de l'Institut international de Sociologie, travaux du 1er Congrès, 1895. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.
Annales de l'Institut international de Sociologie, travaux du 2e Congrès, 1896, 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.
Combes de Lestrade. — **Eléments de Sociologie,** 2e édit 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

Le Devenir Social, revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie, paraissant tous les mois en un fasc. gr. in-8 de 96 p. — Abonnement annuel : France, 18 fr. Union postale. 20 fr. — La 1re année (1895) 13 fr. 50. La 2e année (1896) 18 fr.

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE

I Deville (G) **Principes socialistes,** 1 vol. in-18. . 3 fr. 50
II Marx (K.) **Misère de la Philosophie,** 1 vol. in-18 3 fr 50
III Labriola (A.) **Essais sur la Conception matérialiste de l'histoire,** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

Ferri (Enrico) — **Socialisme et science positive,** 1 vol. in-8 . . . . 4 fr.
Malon (Benoît) — **La Morale sociale,** 1 vol. in-18 . 3 fr. 50
Pioger (Dr). — **La Question sanitaire dans ses rapports avec les intérêts et les droits de l'Individu et de la Société,** 1 vol. in-18. 3 fr.
Guilleminot (A). — **Etudes sociales. Femme, enfant humanité,** 1 vol. in-18 . . . . 1 fr.

Beaugency. Imp. J. Laffray.